

La Marche pour l'Égalité et contre le Racisme 30 ans après

Un documentaire puis la sortie en salles d'un film dédié à un événement historique connu de la plupart, méconnu des jeunes générations, encore jamais autant médiatisé, que l'on appelle dans les médias français, la «marche des Beurs». Il aura fallu 30 ans pour en parler autant, mettre l'événement sur le devant de la scène politique française et l'introduire même au Sénat. Retour sur une révolte transformée en marche. PAR AMALE DAOUD



1983-2013: Trente années nous séparent de l'événement de « la Marche pour l'égalité et contre le racisme » plus communément appelée « Marche des beurs ». Il aura fallu tout ce temps-là pour que l'on commémore un événement pourtant d'une grande importance dans l'histoire de l'immigration en France particulièrement.

Rappel des faits

20 juin 1983, Marseille. Dans le quartier des Minguettes à Vénissieux, Toumi Djaidja, un jeune Français d'origine algérienne issu de la seconde génération d'immigrés, aide un adolescent attaqué par un chien de la police. Quand il se retourne, un flic braque une arme sur lui. Le coup de feu part, et Toumi se retrouve gravement blessé. La « bavure » policière, est plutôt interprétée comme un acte éminemment raciste. Toumi, avec quelques amis, décide de lancer la marche pour l'égalité et contre le racisme. « Un peuple qui marche est un peuple qui vit », dira Toumi. Lui et ses amis, à peine une vingtaine, quittent Marseille dans l'indifférence totale, déterminés à faire adhérer le plus grand nombre à leur « mouvement ».

3 décembre 1983, Paris, Place de la Bastille. Le « petit groupe » de Toumi est attendu par plus de 100.000 personnes. La marche a été une véritable réussite. Les politiques français s'intéressent au mouvement. François Mitterrand, alors président de la République, reçoit les marcheurs et accorde aux Maghrébins de France la carte de séjour de dix ans. Pour eux, c'est une véritable victoire.

Décembre 2013. On commémore pour la première fois dans l'histoire de France cette marche, désormais appelée non plus « la marche pour l'égalité et contre le racisme » mais « marche des beurs », une appellation rejetée par une frange de marcheurs.

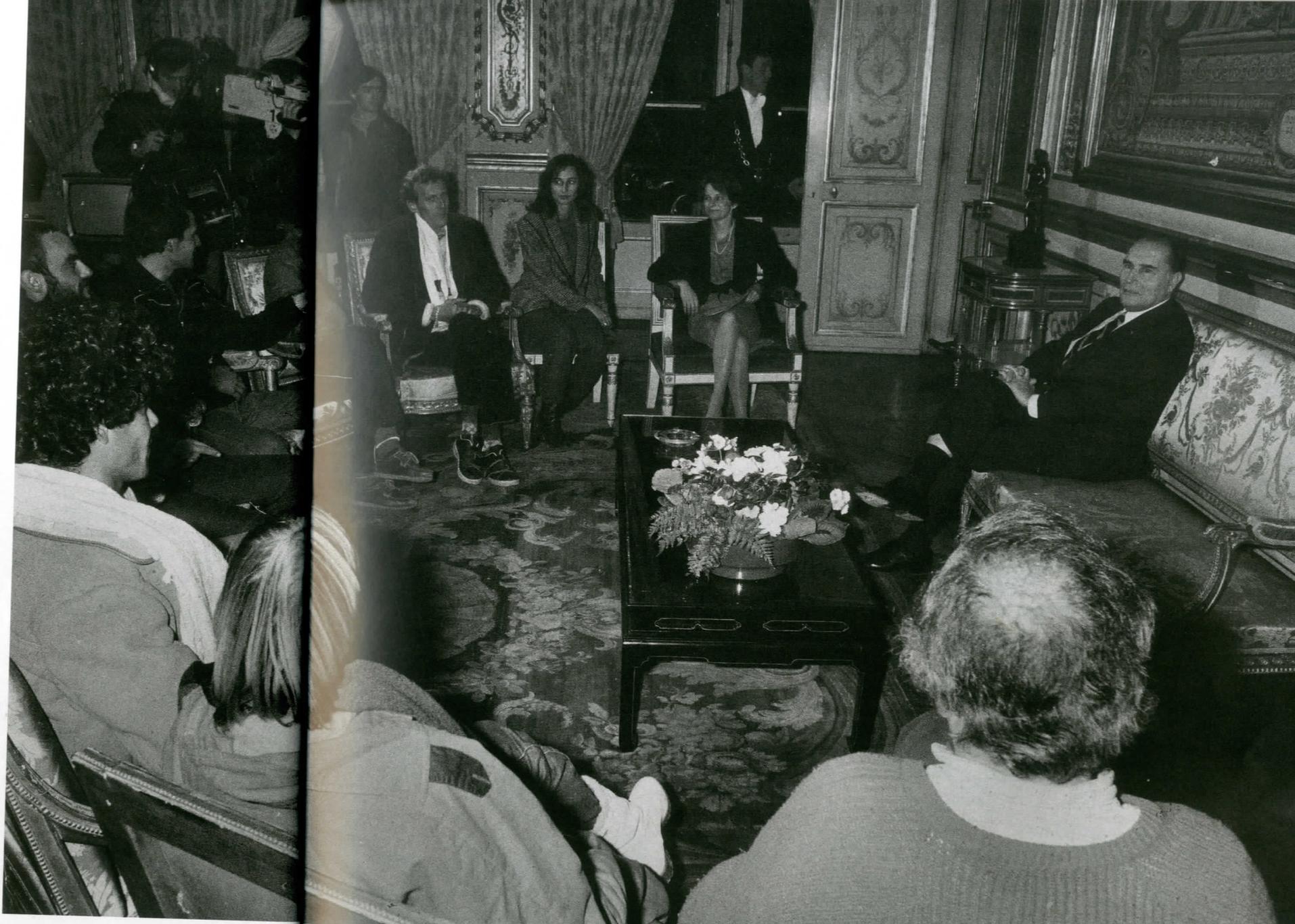
L'événement appartient-il à une autre époque? Les revendications des marcheurs ont-elles été toutes satisfaites? « La France a changé mais beaucoup reste à faire », estime Toumi Djaidja. Intervenant pour commenter cette commémoration, l'initiateur de

la marche donne pour exemples les réussites de Djamel Debbouze, Omar Sy ou Yannik Noah, « ce qui était unimaginable en 1983 », mais n'en reste pas moins sceptiques sur « la satisfaction des revendications de l'époque ». Un avis partagé par une large frange de Français d'origine maghrébine qui continuent à subir le racisme et les inégalités. C'est ce que rappelle aussi Adil Jazouli, sociologue et auteur de l'ouvrage « La marche pour l'Égalité, une histoire dans l'Histoire », (voir entretien p. 26 et 27) pour qui « la France a beaucoup changé, en bien et en mal... Les jeunes issus de l'immigration ne sont plus des gibiers... Mais même si les crimes racistes sont de plus en plus rares, le racisme existe toujours... ». Positif dans ses jugements sur l'évolution de la société française, du moins en ce qui concerne la problématique de l'immigration, Jazouli ajoute que « globalement, la société française a réussi durant ces trente dernières années à intégrer les jeunes de l'immigration ».

Azouz Begag, ex-ministre de l'égalité sous le gouvernement De Villepin, est plus critique vis-à-vis de la politique française en matière d'intégration des communautés issues de l'immigration. Dans son entretien accordé à BM Magazine (lire p.24), il fustige presque les politiques français, exemples à l'appui « sur 36.000 maires de communes que compte la France aujourd'hui, seuls 5 sont d'origine maghrébine! À l'assemblée, notre absence est remarquable, alors que nous représentons aujourd'hui près de 15 % de la population française (et plus de 50 % de la population en prison). Seuls dans les gouvernements, depuis que j'ai été nommé ministre par Dominique de Villepin et Jacques Chirac en 2005, désormais tous les partis s'attachent à trouver des représentants des minorités ethniques. Il faut cependant remarquer que ce sont presque toujours des femmes... Donc, politiquement, de la Marche de 1983, en politique il ne reste rien! ». Begag regrette le « temps des solidarités », allant jusqu'à penser qu'il n'y a aujourd'hui aucune « com-

munauté maghrébine », incriminant l'individualisme de ce siècle et surtout les politiques...

La marche est donc un sujet éminemment politique. Socioéconomiste, membre des Indigènes de la République, Saïd Bouamama a lui aussi soutenu l'entreprise depuis la région de Lille: « La Marche pour l'égalité et contre le racisme a été le premier moment d'expression de cette deuxième génération de l'immigration post-coloniale, avec d'abord la revendication de la citoyenneté. Le plus important fut sa dimension d'auto-affirmation, même si l'on craignait déjà les récupérations politiques. »



François Mitterrand reçoit le 3 décembre 1983 à l'Élysée une délégation de «marcheurs pour l'égalité et contre le racisme»

Car au lendemain du 3 décembre, il a longuement été question de récupération. Pour Begag, questionné sur une éventuelle récupération du mouvement par SOS Racisme et donc la gauche française, « c'est clair et sans appel ». Les socialistes ont récupéré la marche des beurs et noyé la problématique. Farida Belghoul, une des figures de Convergence 84, qualifie de « rouleau compresseur la création de SOS Racisme, vu les énormes moyens qu'ils ne tarderont pas à obtenir ». Elle refusera d'ailleurs la présidence de SOS Racisme car elle « ne voulait pas être

la beurette de service ». Adil Jazouli est beaucoup plus nuancé concernant cette récupération, même s'il reconnaît son existence « sans la gauche cette marche n'aura jamais lieu. Le gouvernement français a protégé la marche. Cette marche qui était une marche d'affirmation et non pas de revendication a réussi en grande partie grâce aux socialistes à l'époque. Alors que la marche ait été récupérée par SOS racisme est quelques parts tout à fait naturelle car la nature à horreur du vide et SOS racisme de l'époque à occuper ce vide. D'autant plus que les initiateurs de la

marche n'avaient pas de projet après la marche ils étaient tellement divisés et incapable vision cohérente de l'après marche », estime-t-il.

Trente ans après, les marcheurs se rappellent, les politiques s'en mêlent encore. Le cinéma aussi avec la sortie en salles du film « La marche », plutôt un documentaire fiction qui tente de retracer ce voyage de quelques jeunes maghrébins révoltés contre leur situation et marginalisation qui allait se terminer par leur entrée dans l'histoire de France.



AZOUZ BEGAG

« SUR 36.000 MAIRES
DE COMMUNES
QUE COMPTE LA FRANCE
AUJOURD'HUI, SEULS 5 SONT
D'ORIGINE MAGHRÉBINE »

Comment est née cette marche? 30 ans après, que reste-t-il de cette marche? Éclairage d'Azouz Begag, écrivain, sociologue et ancien ministre délégué à la Promotion de l'égalité des chances. Entretien. PAR Amine SAAD

Azouz Begag en six dates

1957
Naissance à Lyon

1987
il demande la nationalité française qu'il obtient en 1989

2004
membre du conseil économique et social

2005
Ministre délégué à la Promotion de l'égalité des chances dans le gouvernement Dominique Villepin

2008
Il est professeur invité à l'Université de Californie à Los Angeles.

1er septembre 2013
Azouz Begag occupe à Lisbonne le poste de conseiller culturel et à la coopération en étant directement rattaché à l'ambassadeur de France



BM: Comment est née cette marche?

Elle est née dans un contexte: celui de l'expulsion des jeunes délinquants d'origine maghrébine vers « leur pays d'origine » même s'ils étaient nés en France (la double peine) et du racisme pesant qui sévissait contre eux à la fin des années 70. À noter que cette époque était aussi la fin du cycle de croissance économique de la France, appelé Les trente Glorieuses' (1945-1975). Cette idée de lutte contre une telle injustice est née d'un prêtre, le Père Delorme, né à Lyon, et qui est devenu mon ami dans les années 80, après la publication de mon premier roman Le Gone Du chaaba en 1986. Cette marche était copiée sur celle de Martin Luther King aux USA dans les années 60 contre la ségrégation. Le Père Delorme était un admirateur du-pasteur américain assassiné en 1968 à Memphis. De cette marche française Pour l'égalité et contre le racisme, les journalistes parisiens ont fait La Marche des « Beurs ». C'est-à-dire qu'ils l'ont ethnicisée, alors qu'elle était universelle.

Que reste-t-il aujourd'hui de cette marche?

Un résultat: sur 36.000 maires de communes que compte la France aujourd'hui, seuls 5 sont d'origine maghrébine! À l'assemblée, notre absence est remarquable, alors que nous représentons aujourd'hui près de 15 % de la population française (et plus de 50 % de la population en prison). Seuls dans les gouvernements, depuis que j'ai été nommé ministre par Dominique de Villepin et Jacques Chirac en 2005, désormais tous les partis s'attachent à trouver des représentants des minorités ethniques. Il faut cependant remarquer que ce sont presque toujours des femmes... Donc, politiquement, de la Marche de 1983, en politique il ne reste rien! Seuls Harlem desir, Julien Dray, Malek Boutih... les leaders des SOS racisme qui ont récupéré ce mouvement à leur profit ont fait des carrières politiques.

Avec le recul, quel regard portez-vous sur cette initiative?

Pour l'histoire, elle était indispensable! Pour le reste...

Trente ans après la Marche pour l'égalité et contre le racisme, l'intégration des jeunes issus de l'immigration a-t-elle progressé, selon vous, en France?



Il y a eu un double mouvement. Un appauvrissement exacerbé de ceux qui sont les plus démunis au sein de la société française et qui subissent de plein fouet les effets de la crise économique et donc du racisme anti-arabe. De l'autre côté, ceux qui s'en sortent bien et même très bien, mais dont on parle peu parce que les médias ne s'en intéressent pas. On ne commente pas les trains qui arrivent à l'heure! Le fossé se creuse donc entre les personnes d'origine maghrébine eux-mêmes. Je remarque de plus que ces jeunes sont complètement déconnectés de leurs racines, des mouvements comme ceux de la Marche par exemple. Aucun d'eux, avant le film sorti en novembre 2013, n'avait entendu parler de ce mouvement de 1983. Quelle amnésie! À qui profite-t-elle?

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur la condition de la vie des Maghrébins en France?
De plus en plus et ce, depuis une génération,

l'individualisme a pris la place des solidarités de naguère, celle de l'exil, celle de la campagne, celle de la famille. Le mode de vie urbain a fragmenté les identités. À tel point qu'on se rend compte aujourd'hui à quel point il n'y a aucune « Communauté » maghrébine! Alors que des médias voudraient nous faire croire qu'elle existe... Même l'Islam n'a pas été un élément fédérateur de ces soi-disant communautés maghrébines, c'est dire l'ampleur des discordes en sein de ses divers groupes. De ces discordes, bien sûr, certains tirent profit, notamment politique.

SOS Racisme a été considéré par plusieurs marcheurs, comme un outil du gouvernement socialiste à l'époque pour vider leur mouvement de sa substance qu'en pensez-vous?
C'est clair et sans appel.

Sans la gauche pensez-vous que cette initiative aurait pu être concrétisée?
Sans les Chrétiens, non! La gauche...

Aujourd'hui quels combats y a-t-il à mener par les Français d'origines étrangères ?
Celui de faire en sorte que les jeunes soient de plus en plus « mobiles » dans le monde. Ils ne doivent pas rester dans l'immobilisme ou l'immobilité, au contraire apprendre les langues étrangères, voyager, se nourrir du monde pour l'enrichir à leur tour.

Pourquoi, à votre avis, les marcheurs de 1983 n'ont pas réussi à rester dans le schéma politique en France?
Parce que les professionnels de la politique ont profité de leur engagement et de leur générosité.



CETTE MARCHÉ ÉTAIT COPIÉE SUR CELLE DE MARTIN LUTHER KING AUX USA DANS LES ANNÉES 60 CONTRE LA SÉGRÉGATION.

ADIL JAZOULI

« LE DÉBAT POUR L'ÉGALITÉ EST PERMANENT »

Adil Jazouli, sociologue, connu pour ses travaux sur les questions urbaines et sociales, est l'un des meilleurs spécialistes de la Banlieue et l'exclusion, auteur de « Une saison en banlieue », L'action Collective Des Jeunes Maghrébins De France, Les Années Banlieues. Il vient de signer chez les éditions l'Aube avec Toumi Djaïdja, un des acteurs principaux de la marche de 1983, un livre « La Marche pour l'égalité. Une histoire dans l'Histoire ». BM l'a rencontré. Entretien. Par Amine SAAD

BM: Les initiateurs de la marche ont attendu 30 ans pour une vraie commémoration. N'est-ce pas trop et pourquoi maintenant?

AJ: Il faut juste rappeler que les vrais initiateurs de cette commémoration ne sont pas les marcheurs de 1983, mais les associations des quartiers populaires ou de défense de droits de l'homme qui ont organisé ici et là des rencontres-débats, des projections de films documentaires, des expositions photos et autres événements en relation avec cette marche. Tout cela a été relayé par des universitaires et des chercheurs qui ont interpellé quelques figures de la marche de 1983. Les vrais initiateurs ont été sollicités et un peu surpris par l'ampleur que prenait cet anniversaire.

La France de 2013 a-t-elle changé par rapport à celle de 1983?

La France a beaucoup changé. Dans le bon sens et le mauvais aussi. Concernant le racisme, les jeunes issus de l'immigration ne sont plus des gibiers comme auparavant. Juste un chiffre: entre 1981 et 1983, il y a eu 42 crimes racistes. Aujourd'hui, les crimes racistes sont heureusement peu fréquents. La législation contre le crime raciste a été renforcée depuis. Mais le racisme est bel et bien présent, il a pris d'autres formes. Aujourd'hui, le racisme n'est plus un racisme ethnique et racial uniquement, il est surtout social. Les immigrés apparaissent, en période de crise, comme une concurrence au logement, au travail ou aux prestations sociales, ce qui profite périodiquement à l'extrême droite politique. Mais par ailleurs, en 30 ans, on assiste à une avancée énorme de l'intégration. Jamais il n'y a eu autant de jeunes issus

de l'immigration dans les grandes écoles, les universités, les entreprises privées et la fonction publique. Il y a quelques décennies à peine, l'administration était quasi totalement « blanche ». C'est indispensable de signaler le taux important des jeunes des quartiers populaires qui sont au chômage, mais c'est important aussi de souligner que la majorité d'entre eux sont

serait une marche des classes et des quartiers populaires dans la diversité de leurs origines; Les classes populaires et les petites classes moyennes subissent depuis 30 ans et de plein fouet une crise et une mutation économiques qui n'en finissent pas.

La gauche française a joué un rôle important. La création de SOS Racisme a été perçue, par une catégorie, notamment de marcheurs, comme un moyen de vider leur mouvement de sa substance...

Sans la gauche, cette marche n'aurait jamais eu lieu. La gauche politique, syndicale et surtout associative était à côté et dans la marche, le gouvernement de l'époque a aussi soutenu la marche de manière visible et surtout discrète. C'était une marche d'affirmation et de morale républicaine et non pas de revendication, le groupe initiateur de la marche n'avait par conséquent pas pensé à l'après marche en terme d'organisation. Dans les mois qui ont suivi, et à cause notamment des divisions internes des associations des jeunes issus de l'immigration, le pouvoir de gauche a aidé à l'émergence de SOS-Racisme parce qu'il avait besoin d'interlocuteurs organisés au sein de la jeunesse française; C'est une règle physique comme sociologique, la nature a horreur du vide. Les marcheurs de 1983 sont des héros ordinaires qui n'ont pas réussi à rester dans le schéma politique classique parce que ce ne sont pas des militants professionnels. Alors, la question qu'il faut se poser est de savoir comment les jeunes d'aujourd'hui peuvent continuer cette histoire et sous quelles formes. Car le combat pour l'égalité est permanent, c'est un combat de tous les jours et sur tous les fronts.

“

LES IMMIGRÉS APPARAISSENT, EN PÉRIODE DE CRISE, COMME UNE CONCURRENCE AU LOGEMENT, AU TRAVAIL OU AUX PRESTATIONS SOCIALES, CE QUI PROFITE PÉRIODIQUEMENT À L'EXTRÊME DROITE.

au travail et s'intègrent bien, sinon on tombe dans une vision misérabiliste qui ne correspond pas à la réalité observable statistiquement. Globalement, la société française a réussi durant ces trente dernières années à intégrer les jeunes de l'immigration. Il reste à régler les problèmes de l'école, de la formation qualifiante et de l'emploi. Ce qui est loin, je l'avoue, d'être une tâche aisée.

Peut-on imaginer une autre marche? Si elle devait avoir lieu, en quoi serait-elle différente?

Si une autre marche devait avoir lieu, ça

Les marcheurs de 1983 sont des héros ordinaires qui n'ont pas réussi à rester dans le schéma politique classique parce que ce ne sont pas des militants professionnels.